

<http://lipietz.net/Financer-la-conversion-verte-le-plus-europeen>

La Tribune

# Financer la "conversion verte" : le "plus" européen

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: jeudi 16 avril 2009

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

### **Ça ne redémarre pas. La "relance" bancaire a échoué. La crise financière fait boomerang vers l'économie réelle. Que faire ?**

En fait, cette crise du modèle libéral-productiviste qui dominait le monde depuis un quart de siècle est partie du "réel". Dès 2007, les salariés pauvres américains, asphyxiés par la montée vertigineuse des prix alimentaires et de l'énergie, n'ont pu rembourser les prêts subprimes contractés pour acheter leurs logements. Leur déroute a mis en faillite toute "l'économie-casino" financière, et cette faillite fait maintenant retour vers l'économie productive (bâtiment, automobile, etc).

Depuis deux ans, la Banque centrale européenne, et la Banque fédérale américaine refinancent par centaine de milliards les titres de plus en plus « toxiques » émis par les banques. Mais cet argent ne sert qu'à retenir au bord du gouffre le système bancaire tout en rémunérant ses actionnaires. Les prêts à l'économie réelle se font de plus en plus difficiles. C'est pourquoi le Président Obama lance immédiatement un plan de réactivation budgétaire équivalent à 5% du PIB américain. Effort largement ciblé sur la reconversion vers le développement soutenable : économies d'énergie, énergies renouvelables, reconstruction des infrastructures et d'un système de santé. Car il ne servirait à rien de "relancer" le modèle en crise. Il faut une reconversion productive, une conversion de nos modes de vie. Écologie et réactivation économique sont loin de s'opposer : la décroissance de notre empreinte sur la Nature impose une croissance de l'activité humaine.

Et l'Europe ? Elle est impuissante à faire plus qu'une vague coordination de 27 plans nationaux. Ici éclate la faiblesse structurelle de cette confédération régie par les traités de Maastricht et Nice. Le budget communautaire pèse 1% du produit brut européen. Et encore, sa plus grande partie est pré-affectée. Au total, le plan spécifiquement européen décidé en décembre dernier se limite à ... 5 milliards d'euros disponibles ! Une misère.. Un vrai "plan de sortie de crise" européen exigerait un budget "fédéral" plus conséquent, donc une Europe politique.

Pourtant... Sans attendre, l'Union européenne dispose d'un levier financier puissant, capable d'irriguer directement une reconversion ciblée, écologiste, de l'appareil productif européen. : transports en commun, isolation des logements, production d'énergies renouvelables (éolienne, hydraulique, solaire...).

Ce bras financier, c'est la Banque européenne d'investissements (BEI). Banque totalement immune de la crise financière, pesant deux fois et demi la Banque mondiale. Dès lors, une nouvelle combinaison de l'action de la Banque centrale européenne et de la BEI peut formidablement démultiplier, immédiatement, sans attendre les "Etats-Unis d'Europe", ces 5 pauvres milliards d'euros.

Expliquons-nous. Le grand problème de la conversion écologiste de nos économies, c'est que ses acteurs sont d'une part des collectifs (collectivités territoriales qui investiront dans les réseaux de transports en commun, sociétés de logements sociaux ou associations de copropriétaires qui auront la charge d'isoler et "solariser" les immeubles), et d'autre part des petites entreprises éco-technologiques innovantes ne disposant pas du "trésor de guerre ».des multinationales dominantes Ces acteurs de la conversion ont besoin de crédits, et de crédits à taux zéro : quand on investit pour l'avenir, pour la planète et les générations futures, on affirme que le futur a autant de valeur que le présent, et donc on doit pouvoir emprunter à taux nul. Les projets existent, les plans sont déjà faits, manque le financement.

Ce financement, la BEI peut le fournir. Il suffit pour cela qu'elle prête directement aux agents (collectivités territoriales, sociétés d'HLM, copropriétaires d'immeubles, etc) et qu'elle se refinance aussitôt auprès de la Banque

centrale. Celle-ci, qui s'est résignée à refinancer les titres toxiques des banques et des Etats (eux-mêmes de plus en plus menacés), ne pourra trouver que des avantages à émettre de la monnaie en faveur d'une institution aussi solide que la BEI, et ce pour des projets ayant immédiatement un effet productif (donc non inflationniste) et qui, en réduisant la dépendance énergétique de l'Europe et les risques climatiques, assure à terme un développement financièrement et écologiquement soutenable.

Encore la Banque centrale exigera-t-elle de la BEI des garanties plus solides que ses actuels fonds propres, et ne pourra-t-elle prêter qu'à son taux le plus bas : 2%. C'est ici que nous retrouvons nos 5 malheureux milliards d'euros du budget européen. Supposons que sur les 5 milliards disponibles dès maintenant, le premier abonde un fond de garantie des prêts de la BEI, ciblé sous contrôle parlementaire, et justifiant un refinancement à taux privilégié. Restent 4 milliards qui pourraient servir à payer les 2% d'intérêts dûs par la BEI à la BCE. C'est donc environ 200 milliards de crédit de la BEI dont le taux pourrait être ramené à 0% ! On change d'échelle. Nous sommes encore loin des 760 milliards de dollars mis sur la table par le Président Obama, mais ce mécanisme pourrait être encore élargi, notamment grâce au revenu de la mise aux enchères des quotas d'émissions de gaz à effet de serre décidé dans le « paquet climat ».

On objectera qu'un tel mécanisme, entièrement orienté vers les investissements d'avenir, n'aurait d'effet immédiat ni sur l'activité ni sur le revenu des ménages les plus démunis. C'est inexact. Parmi la multitude de projets qui n'attendent plus que le financement, les plus rapides à mettre en oeuvre sont les myriades de chantiers d'isolation des logements et les milliers d'investissements décentralisés dans les énergies renouvelables. Ceux-là mettront ou remettront au travail une quantité considérable d'artisans et de petites entreprises. L'argent pourra transiter soit par les collectivités locales, soit directement par le Fond européen d'investissement (filiale de la BEI pour les "petits prêts"). La vraie limite sera plutôt du côté de la main d'oeuvre bien formée immédiatement disponible !

Certes, les effets sur la qualité de vie des plus démunis n'apparaîtront qu'à terme, par les économies sur les charges locatives et le coût des déplacements, sauf si l'on en profite pour lancer de grands plans de formation professionnelle rémunérée, qui leur seraient destinés. Car c'est aujourd'hui qu'ils sont frappés par la remontée du chômage qui vient s'ajouter à la précarité qu'ils connaissent depuis un quart de siècle.

Mais cela ne fait que pointer la nécessité d'une Europe sociale, c'est-à-dire de la hausse coordonnée des droits sociaux et des revenus minimaux à l'intérieur de l'Europe. Autre chapitre tout aussi nécessaire qui n'exige pas, lui, des financements nouveaux, mais un repartage de la richesse produite, par le renforcement des conventions collectives et de la législation sociale.

Oui, l'Europe, même en l'état, apporte un plus, et plus d'Europe apportera encore plus. Alors, commençons tout de suite.